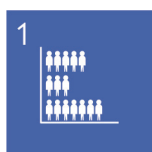
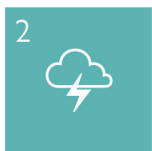


8.

Utiliser les mégadonnées pour estimer
les « facteurs de répulsion »
des migrations depuis l'AfriqueConstantinos Melachrinou¹, Marcello Carammia¹
et Teddy Wilkin¹

DONNÉES

FACTEURS
NÉGATIFS

Résumé : Le présent chapitre étudie l'utilisation des mégadonnées pour évaluer les « facteurs de répulsion » mensuels des migrations liées à l'asile à l'échelle nationale. Il s'intéresse en outre à la question de savoir s'il existe une corrélation entre, d'une part, les estimations de ces facteurs dans les pays d'origine et, d'autre part, les données classiques relatives à la migration irrégulière sur la route de la Méditerranée centrale et les demandes d'asile déposées en Italie. La fréquence des événements négatifs et perturbateurs survenant dans les différents pays a été agrégée en un indice composite des facteurs de répulsion, qui établit une étroite corrélation avec les demandes d'asile introduites en Europe en 2016 et 2017. Cependant, après la fermeture effective de la route de la Méditerranée centrale en 2018 et 2019, cette corrélation a disparu, ce qui indique que le pouvoir explicatif de cet indice dépend de facteurs favorables.

Informations actualisées relatives à la COVID-19*

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA) a considérablement investi dans des systèmes modernes de prévision des migrations liées à l'asile. Des mégadonnées sont ainsi recueillies et analysées par apprentissage automatique et, en 2019, un important exercice de construction de scénarios a rassemblé des experts pour élaborer des scénarios sur la situation en matière de protection internationale au cours des prochaines années. Malgré la complexité des technologies et l'expertise des participants, aucune de ces approches n'a permis de prédire l'épidémie ou ses effets sur les déplacements et la protection internationale, pas plus qu'elles ne peuvent être invoquées pour simuler l'après-COVID-19. Toutes les techniques de prévision ont besoin de données fiables venant alimenter des systèmes quantitatifs. Or, à l'heure actuelle, ces données font défaut, en particulier dans les pays aux capacités limitées et manquant de transparence. De même, les scénarios exigent que les experts aient un certain degré de connaissance et d'expérience de pareilles situations. Or, les caractéristiques de cette épidémie n'ont pas d'équivalent, et divers processus interagissent déjà les uns avec les autres de manières complexes et imprévisibles. En conséquence, les prédictions sont logiquement rares et prudentes, mais des tendances spéculatives émergent déjà.

Il a été relativement facile de mettre en place des confinements complets, qui furent autant de chocs brefs et nets unissant des continents entiers face à l'adversité. Aujourd'hui, il s'agit de savoir comment mettre en œuvre et gérer les diverses mesures d'assouplissement du confinement dans certains pays, tandis que d'autres luttent contre un virus toujours bien

* EASO Special Report Asylum Trends and COVID-19 - numéro 2, publié en Juin 2020, disponible sur www.easo.europa.eu/publications/easo-special-report-asylum-trends-and-covid-19-issue-2.

¹ Bureau Européen d'Appui pour l'Asile.

présent, ce qui peut avoir sur les besoins en matière de déplacements, de mobilité et de protection des effets qui sont source de divisions. La présente analyse porte à croire que deux forces diamétralement opposées sont à l'œuvre : d'une part, les effets interdépendants de la pandémie – économies en repli, insécurité alimentaire, troubles sociaux, tensions politiques, durcissement des sociétés, creusement des divisions entre groupes de population – pourraient donner lieu à des déplacements massifs et, potentiellement, à des mouvements qui se poursuivent vers l'Europe et comptant de nombreuses personnes ayant besoin d'une protection internationale ; d'autre part, les schémas migratoires resteront probablement très perturbés en raison des restrictions à la mobilité, éventuellement conjuguées à une surveillance numérique accrue. Ensemble, ces deux forces soulèvent d'importantes questions sur le nombre de personnes susceptibles d'avoir besoin d'une protection internationale, ainsi que sur leur capacité à accéder à des services de protection, que cela se passe en Europe ou ailleurs.



8.1. Introduction

Des événements tels qu'un conflit, des difficultés économiques, une mauvaise gouvernance, la détérioration de situations politiques et l'exclusion sociale de groupes marginalisés sont de nature à entraîner le déplacement interne de communautés entières ou à contraindre ces dernières à quitter leur pays pour chercher refuge dans d'autres pays. Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) utilise des mégadonnées relatives à des événements couverts par les médias² pour suivre ces événements, qui sont sélectionnés et pondérés en fonction de l'ampleur de l'effet qu'ils sont susceptibles d'entraîner sur les migrations liées à l'asile. Dans un souci de simplification et à des fins d'analyse, ces données ont été agrégées sous la forme d'un indicateur composite pour chaque pays du monde (indice des facteurs de répulsion).

Le présent chapitre vise à examiner si les mégadonnées peuvent être exploitées pour estimer des « facteurs de répulsion »³ nationaux des migrations liées à l'asile, et si ces estimations des facteurs de répulsion dans les pays d'origine présentent une corrélation avec les migrations irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale. Il est nécessaire de comparer l'indice des

facteurs de répulsion et les données classiques sur les migrations liées à l'asile, telles que le nombre de demandes d'asile déposées, pour déterminer dans quelle mesure les signaux ressortant de l'indice des facteurs de répulsion reflètent les événements réels. Le présent chapitre montre que cet indice est un premier pas utile vers la combinaison de mégadonnées et de données classiques, et vers l'extraction d'informations présentant une utilité concrète dans le domaine de la migration liée à l'asile. Il est toutefois nécessaire de mener des travaux supplémentaires pour affiner l'indice des facteurs de répulsion et mieux expliquer l'articulation avec les processus d'asile et de migration, tel que décrits par les indices administratifs.

L'analyse est menée comme suit. Tout d'abord, eu égard au contexte, la première partie brosse un portrait général de l'état des migrations liées à l'asile le long de la route de la Méditerranée centrale en 2019. Nous présentons ensuite l'indice des facteurs de répulsion, décrivons de récents facteurs de répulsion concernant des pays africains et analysons leur corrélation avec les demandes d'asile et les taux de reconnaissance dans les pays d'accueil qui appliquent le régime d'asile européen commun depuis 2019, à savoir les 28 pays membres de l'Union européenne, la Norvège et la Suisse (UE+). La dernière partie présente une analyse des facteurs de répulsion en Libye et des demandes d'asile en Italie. La conclusion réexamine les résultats et formule des questions aux fins de futures recherches.

8.2. Migrations liées à l'asile le long de la route de la Méditerranée centrale en 2019

La route de la Méditerranée centrale⁴ compte parmi les itinéraires migratoires les plus dangereux, comme en atteste le nombre de décès enregistrés par le projet de l'OIM sur les migrants portés disparus⁵, la Libye

² Projet Global Database of Events, Language, and Tone (GDELT). Disponible à l'adresse www.gdeltproject.org/ (page consultée le 20 mars 2020).

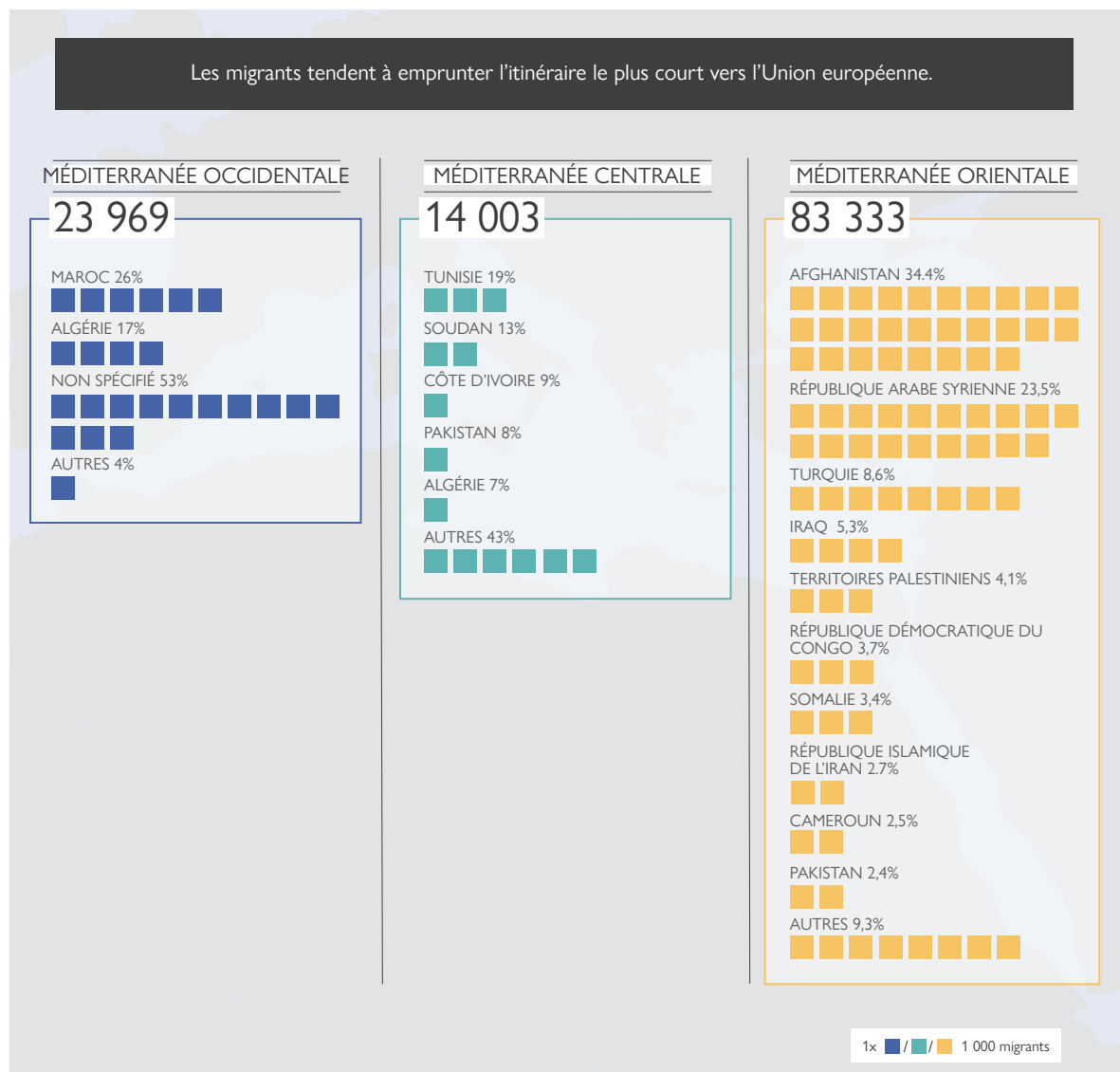
³ Les « facteurs de répulsion » s'entendent des événements survenant dans les pays d'origine qui peuvent générer des migrations ou des déplacements. L'utilisation de cette expression ne signifie pas que nous adhérons au cadre de facteurs de répulsion et d'attraction (Lee, 1966). Nous employons simplement les termes utilisés par les analystes et les praticiens de la migration.

⁴ La route de la Méditerranée centrale s'entend de la voie qui relie l'Afrique subsaharienne à l'Afrique du Nord, puis traverse la mer Méditerranée, principalement à destination de l'Italie et, dans une moindre mesure, de Malte (HCR, 2018).

⁵ Disponible à l'adresse <https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean> (page consultée le 20 mars 2020).

constituant souvent le principal point de départ. L'Agence européenne de garde frontières et de garde-côtes (Frontex) reçoit des données sur les arrivées irrégulières enregistrées le long des routes de la Méditerranée⁶. Les principales nationalités des migrants qui voyagent⁷ sur les différentes routes en 2019 apparaissent à la figure 8.1, qui indique que les migrants tendent à emprunter l'itinéraire le plus court vers l'Union européenne. Par exemple, les Tunisiens et les Africains subsahariens ont représenté les arrivées enregistrées les plus nombreuses le long de la route de la Méditerranée centrale, tandis que les Algériens et les Marocains ont en premier lieu emprunté la route de la Méditerranée occidentale, et les Syriens, les Iraquiens et les Afghans, la route de la Méditerranée orientale.

Figure 8.1. Arrivées irrégulières enregistrées en 2019 le long des routes de la Méditerranée occidentale, centrale et orientale, par nationalité



Source : EBCGA.

Note : Les pourcentages font référence au pourcentage de ressortissants de chaque nationalité repérés le long de chacune des routes.

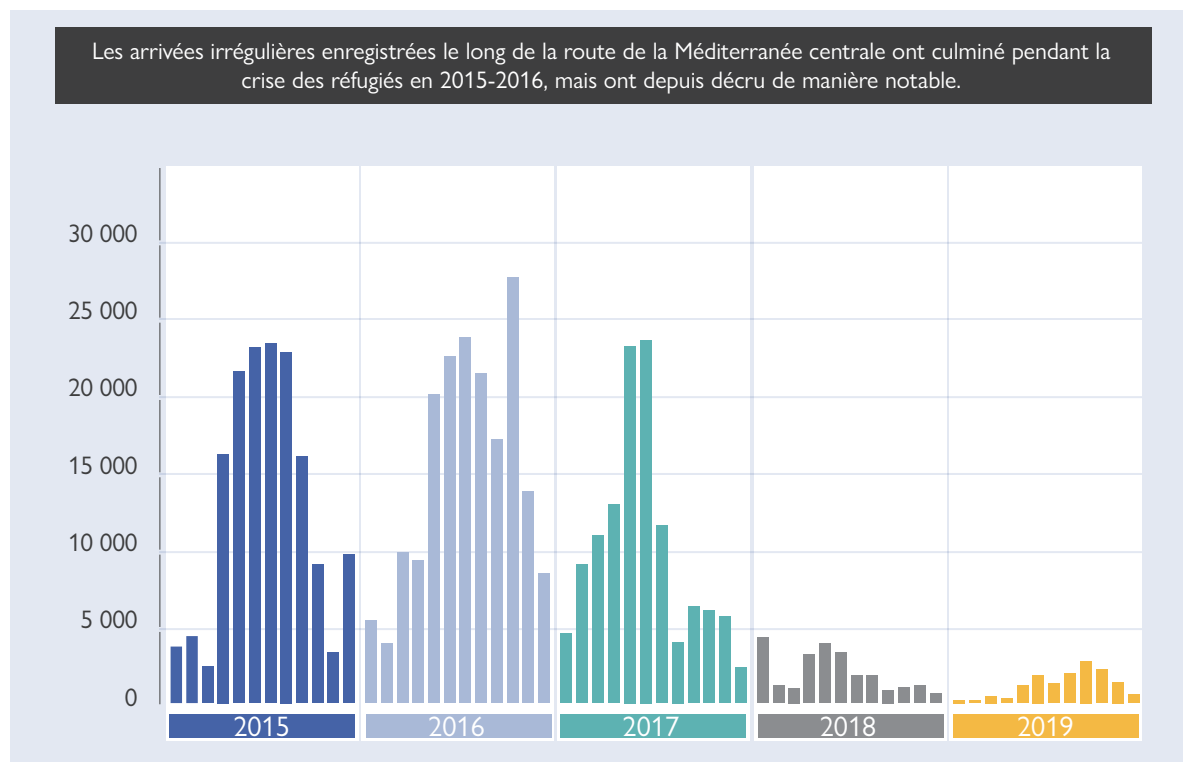
⁶ Disponible à l'adresse <https://frontex.europa.eu/along-eu-borders/migratory-map/> (page consultée le 20 mars 2020).

⁷ Toute mention, dans l'ensemble de l'article, des mouvements le long de la Méditerranée centrale se rapporte aux arrivées détectées par Frontex.

8.2.1. Arrivées irrégulières

Les arrivées irrégulières enregistrées le long de la route de la Méditerranée centrale ont culminé pendant la crise des réfugiés en 2015-2016, mais ont depuis décliné de manière notable, comme illustré à la figure 8.2.

Figure 8.2. Déclin des flux mensuels le long de la route de la Méditerranée centrale en 2018-2019 en raison de l'intensification des patrouilles effectuées par la garde côtière libyenne et de la raréfaction des opérations de recherche et de sauvetage



Source : EBCGA.

En 2019, le nombre d'arrivées irrégulières enregistrées le long de la route de la Méditerranée centrale était bien moins élevé qu'en 2018 (figure 3), suite à l'intensification des activités de patrouille des autorités libyennes début 2018⁸ et à certaines restrictions portant sur les opérations de recherche et de sauvetage dans la région. La Tunisie est également devenue un important pays de départ à la fin de 2018⁹, lorsque les arrivées irrégulières ont chuté de 80 % pour atteindre leur niveau le plus bas depuis 2012¹⁰. En 2019, les arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale ont enregistré une nouvelle baisse, de 41 %, pour s'établir à tout juste 14 000¹¹.

En 2019, les vingt premiers pays d'origine des migrants arrivant le long de la route de la Méditerranée centrale comptaient des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Par rapport à l'année précédente, les ressortissants tunisiens, érythréens, nigériens et maliens sont arrivés en nombre bien inférieur en 2019. D'après les médias, les Tunisiens ont eu tendance à se rendre en Sicile (Reuters, 2017), tandis que les Algériens se sont généralement rendus en Sardaigne (InfoMigrants, 2019 ; WorldCrunch, 2017), pour des raisons de proximité géographique. Les ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne ont transité par la Libye, tandis que ceux de pays du Moyen-Orient (République islamique d'Iran, Iraq) sont généralement arrivés en bateau à voile en visant les Pouilles depuis la Grèce (ANSA, 2019). Les Bangladais sont arrivés en plus grand nombre encore par la Libye, tandis que les

⁸ Frontex, FRAN Q2 2018, disponible à l'adresse <https://frontex.europa.eu/publications/fran-q2-2018-EkjTNR> (page consultée le 20 mars 2020).

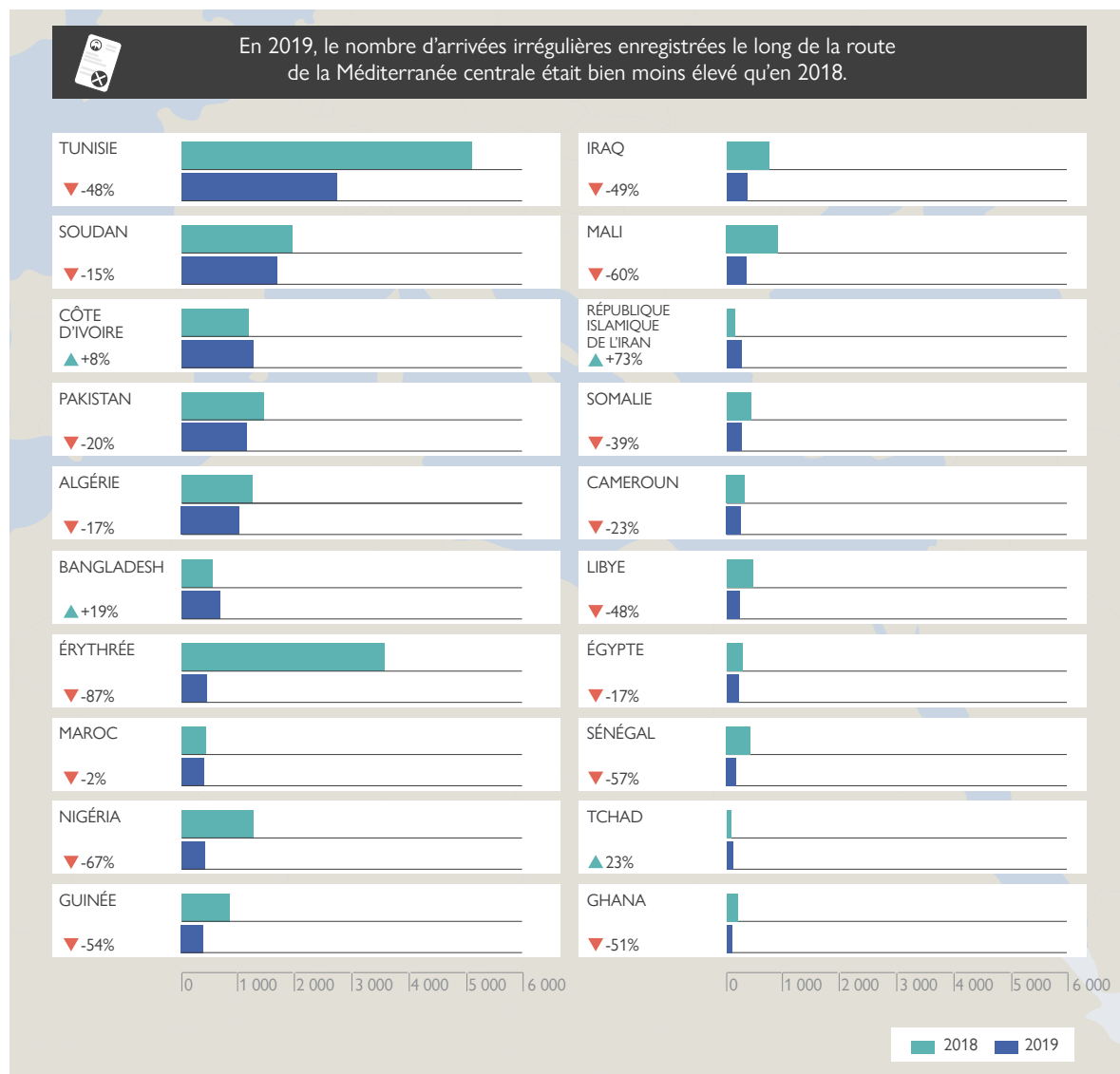
⁹ Frontex, Risk Analysis for 2019.

¹⁰ Frontex, Migratory Routes, disponible à l'adresse www.frontex.europa.eu (page consultée le 20 mars 2020).

¹¹ Frontex, News Release, 8 janvier 2020.

Pakistanaï se sont partagés entre les routes de la Méditerranée orientale et centrale, avant de se rabattre sur les Balkans occidentaux et la Slovénie après la fermeture de la route libyenne en 2017.

Figure 8.3. Arrivées irrégulières enregistrées en 2018 et 2019 le long de la route de la Méditerranée centrale et évolution en pourcentage d'une année à l'autre



Source : EBCGA.

8.2.2. Demandes d'asile

Les demandes d'asile déposées en Italie ont également décliné entre 2018 et 2019. La figure 4 montre dans quelle mesure les ressortissants des principaux pays d'origine ont demandé l'asile en Italie, d'après les données publiques d'Eurostat¹². Le recul a été le plus marqué chez les ressortissants bangladaï, nigériens, sénégalais et maliens.

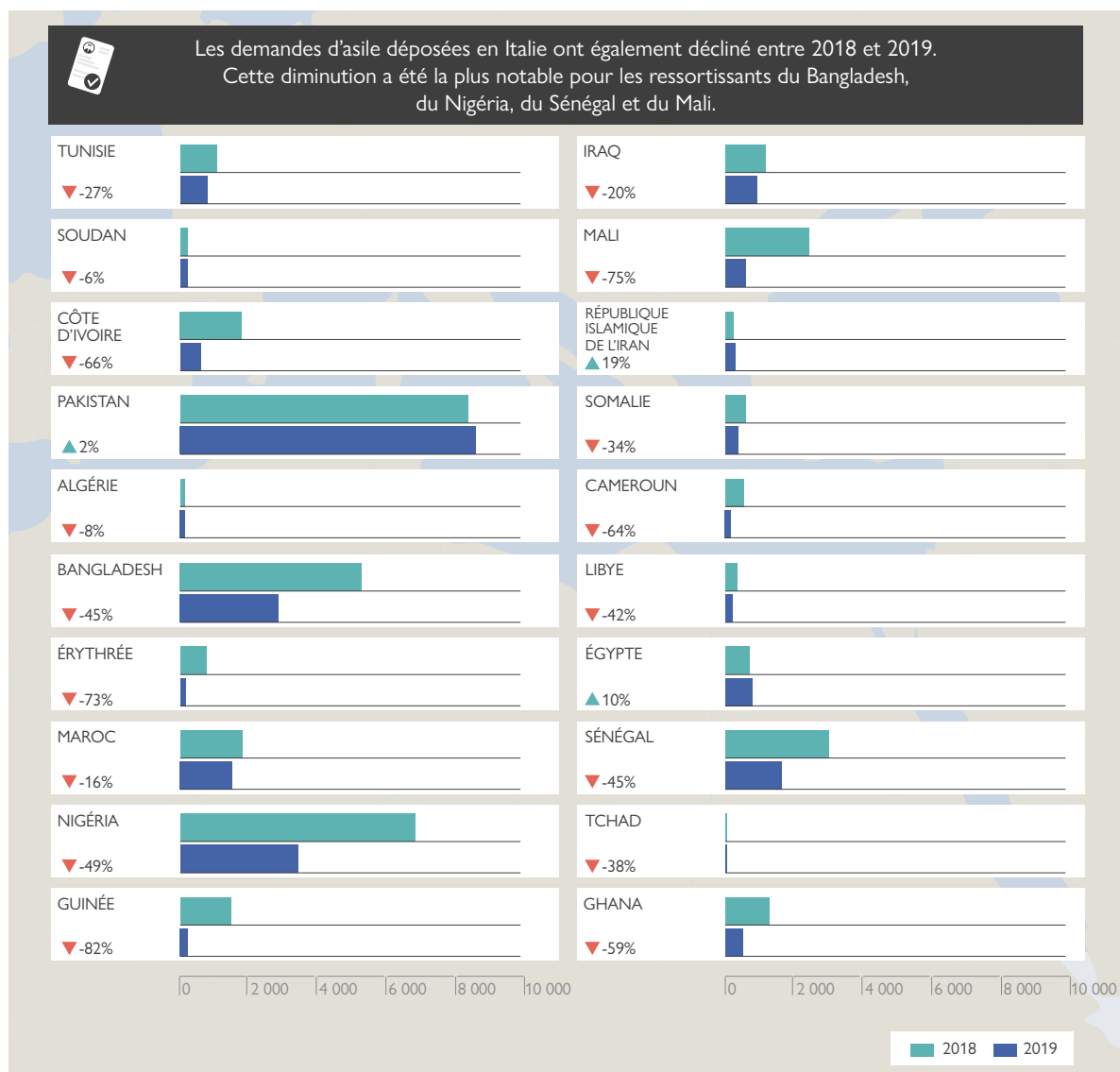
Les Pakistanaï ont déposé un nombre similaire de demandes en 2018 et 2019, mais n'ont pas été enregistrés en grand nombre le long de la route de la Méditerranée centrale, ce qui porte à croire qu'ils sont arrivés par d'autres

¹² Données d'Eurostat sur l'asile, comparaison de la période comprise entre janvier et octobre pour les deux années. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Asylum_statistics (page consultée le 20 mars 2020).

moyens. En revanche, les demandes d'asile soumises par les ressortissants nigériens et bangladais ont chuté d'environ 50 % pendant cette période. Le nombre de ressortissants libyens ayant demandé l'asile a considérablement baissé suite au recul des arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale, ce qui laisse supposer que les Libyens pourraient désormais rester dans leur pays ou demander l'asile dans des pays voisins sur le continent africain.

Le nombre de migrants subsahariens originaires de pays tels que la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Mali et l'Érythrée arrivant en Italie le long de la route de la Méditerranée centrale a également décliné (de plus de 50 %), peut-être en raison de l'intensification des interceptions et des retours opérés par la garde côtière libyenne, de la raréfaction des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, ou de ces deux facteurs.

Figure 8.4. Demandes d'asile déposées en Italie en 2018 et 2019, et évolution en pourcentage d'une année à l'autre



Source : Eurostat.

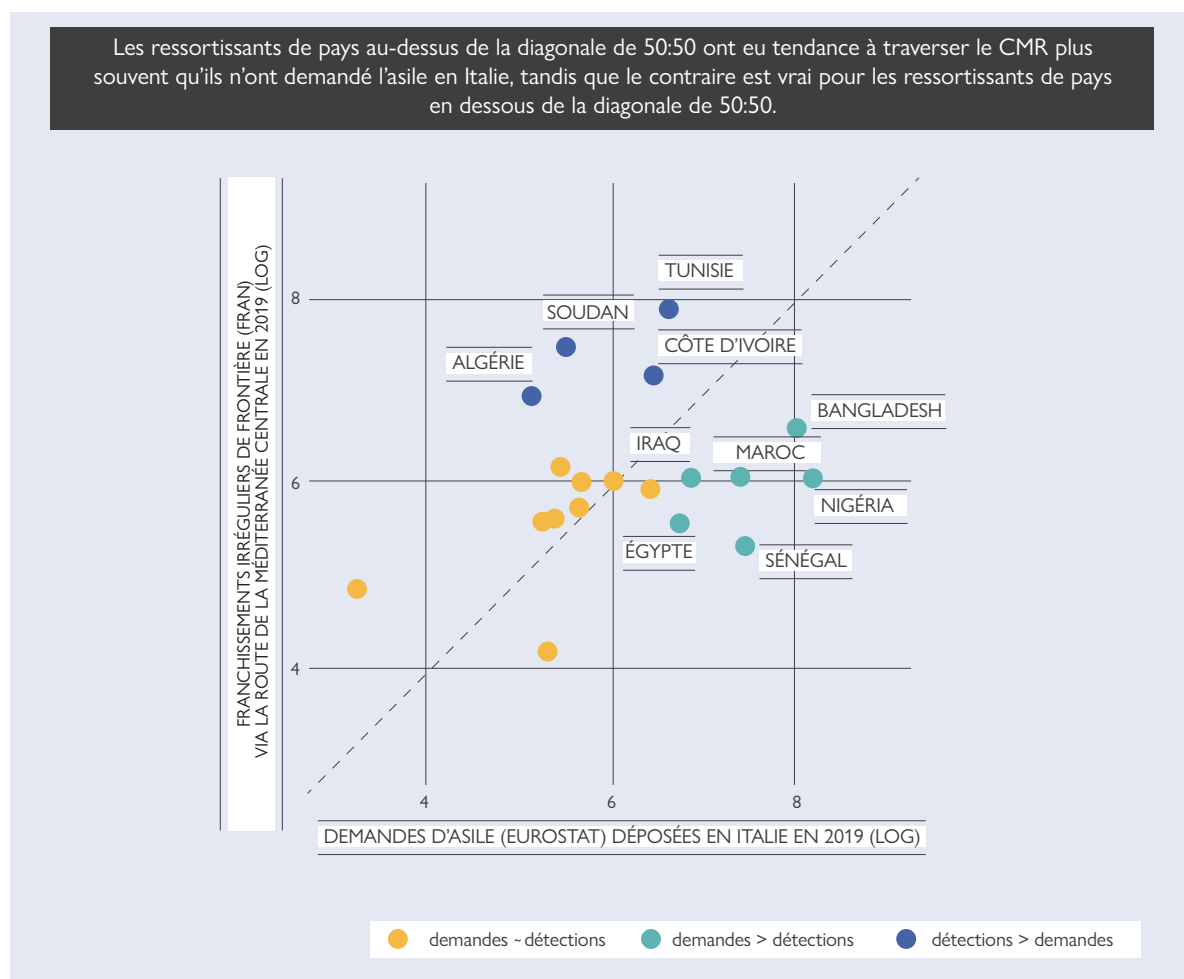
8.2.3. Corrélation entre les arrivées le long de la route de la Méditerranée centrale et les demandes d'asile déposées en Italie

Les arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale tendent à covarier avec les demandes d'asile déposées en Italie, ces dernières étant souvent soumises à l'arrivée. La figure 5 fait apparaître les nationalités les plus

souvent enregistrées le long de la route de la Méditerranée centrale et la mesure dans laquelle les arrivées de ces ressortissants en 2019 sont corrélées avec les demandes d'asile déposées en Italie¹³. Les pays proches de la ligne diagonale 50:50, en pointillé, ont généré un nombre similaire de demandes d'asile en Italie et d'arrivées le long de la route de la Méditerranée centrale. La force de cette corrélation a décliné ces dernières années, ce qui indique une dissociation progressive de ces tendances : les arrivants n'ont pas demandé l'asile et/ou les demandes ont été soumises par des migrants qui n'ont pas emprunté la route de la Méditerranée centrale¹⁴.

À la figure 8.5, la Tunisie, le Soudan et la Côte d'Ivoire figurent dans l'espace analytique au-dessus de la ligne diagonale 50:50, ce qui porte à croire que les ressortissants de ces pays ont, de manière générale, plus souvent emprunté la route de la Méditerranée centrale qu'ils n'ont demandé l'asile en Italie. Cela pourrait signifier qu'ils n'avaient pas besoin de protection internationale ou qu'ils se sont immédiatement rendus dans un autre État membre pour y demander l'asile. À l'opposé, le Pakistan, le Nigéria, le Bangladesh, le Maroc et le Sénégal apparaissent dans l'espace analytique en dessous de la ligne diagonale 50:50, ce qui porte à croire que leurs ressortissants ont eu tendance à demander l'asile en Italie plus souvent que leur arrivée n'a été enregistrée le long de la route de la Méditerranée centrale, appuyant l'hypothèse qu'ils arrivent en Italie par d'autres routes, bien que le dépôt répété de demandes puisse amoindrir la validité de cette conclusion.

Figure 8.5. Comparaison entre les demandes d'asile déposées en Italie et les arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale en 2019 pour une sélection de nationalités



Note : La ligne diagonale 50:50 correspond à un nombre égal de demandes d'asile déposées en Italie et d'arrivées irrégulières le long de la route de la Méditerranée centrale.

¹³ Ibid.

¹⁴ La corrélation, qui s'élevait à 0,79 en 2016, a décliné pour s'établir à 0,76 en 2017, à 0,42 en 2018 et à 0,39 en 2019. Ce résultat n'est pas simple à interpréter, car il s'agit de différentes collectes de données qui ne portent pas forcément sur les mêmes populations sous-jacentes.

8.3. Mégadonnées et « facteurs de répulsion »

Des événements tels qu'un conflit, des difficultés économiques, la détérioration de la gouvernance, des tensions politiques et l'exclusion sociale de groupes marginalisés sont de nature à contraindre des groupes de personnes, voire des communautés entières, à se déplacer dans d'autres régions de leur pays d'origine ou à chercher refuge dans d'autres pays. L'EASO utilise la base de données mondiale GDELT (voir la note de bas de page 2), dans laquelle les publications imprimées ou électroniques de médias dans le monde, dans plus de cent langues, sont géolocalisées et classées en fonction de leur nature, au titre de source quantitative similaire à des données en temps réel sur des événements géolocalisés. Ces données décrivent tous les événements quasiment en temps réel, dès qu'ils apparaissent dans certains médias.

Tous les événements n'étant pas de nature à générer des migrations, nous avons retenu 240 types d'événements et les avons pondérés en fonction de leur gravité et de leurs effets potentiels sur les migrations. Les événements ont ensuite été classés dans cinq grandes catégories : politique, société, conflit, économie et gouvernance. Parmi les événements politiques, on peut citer les appels à la libération de personnes ou à la remise de biens, les menaces, les arrestations, l'éloignement ou l'expulsion de personnes. Les événements sociaux recouvrent les protestations, les manifestations et les grèves. Les événements relevant de conflits peut être, par exemple, l'usage de la force militaire conventionnelle, les tueries et l'occupation militaire. Les événements relevant de l'économie et de la gouvernance peuvent prendre la forme, respectivement, d'embargos commerciaux ou de sanctions économiques, ainsi que d'appels à des changements de dirigeants ou de politiques. Afin d'éviter que les incidences de certains événements ne soient surestimées en raison d'une couverture médiatique prioritaire, chaque événement est comptabilisé une fois par jour, indépendamment du nombre d'articles ou de mentions d'articles se rapportant à cet événement dans une même journée. L'indice des facteurs de répulsion rend ainsi compte de l'ampleur des événements, et non de leur couverture médiatique. À des fins de simplification et d'analyses ultérieures, nous avons ensuite agrégé ces catégories de manière à créer un indice composite national pour chaque pays du monde, l'indice des facteurs de répulsion.

Bien que les mégadonnées puissent, dans une certaine mesure, sacrifier la précision à l'actualité et à la couverture, elles peuvent fournir des compléments utiles aux sources de données classiques, ou combler des lacunes dans les collectes administratives. L'indicateur de capacité statistique de la Banque mondiale¹⁵ est également une note composite, mais il décrit les capacités du système statistique d'un pays. Il repose sur un cadre diagnostique qui évalue les méthodologies, les sources de données, la fréquence et l'actualité. D'après l'indicateur de capacité statistique, certains pays d'Afrique présentent d'importantes lacunes de données sur les questions migratoires dues à des capacités insuffisantes, à des ressources insuffisantes, ou aux deux. L'indice des facteurs de répulsion est spécifiquement conçu pour échapper entièrement à ces lacunes, en cela qu'il peut être produit pour chaque pays du monde, indépendamment de l'infrastructure et/ou des capacités des bureaux nationaux de la statistique.

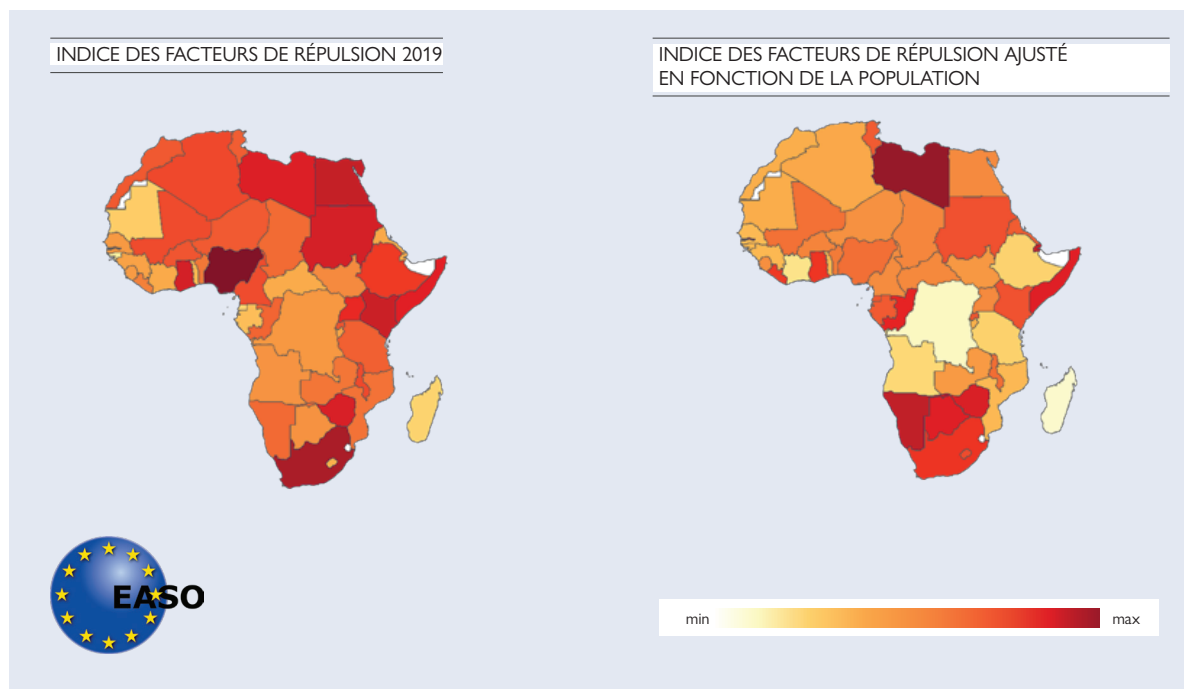
La figure 8.6 fait apparaître l'indice des facteurs de répulsion 2019 pour chaque pays d'Afrique (partie gauche). Le Nigéria, le Soudan, l'Égypte, la Libye et l'Afrique du Sud figurent parmi les pays qui présentent un indice des facteurs de répulsion élevé. On peut toutefois raisonnablement supposer que l'indice peut dépendre, dans une certaine mesure, de la taille de la population du pays étant donné que, de manière générale, les événements générés (et couverts par les médias¹⁶) sont plus nombreux dans les populations de grande taille. Cela ne fausse pas nécessairement l'indicateur, car les populations de grande taille présentent également un potentiel de migration plus important. Si l'on ajuste la taille de la population des pays, comme à la figure 6 (partie droite), ce sont la Libye, la Namibie et la Somalie qui figurent en tête, et affichent par conséquent le plus fort signal de conflit et d'événement perturbateur par habitant.

Un indice des facteurs de répulsion élevé indique que ces pays connaissent davantage d'événements conflictuels, d'incertitudes sociales ou de difficultés économiques susceptibles de pousser leurs ressortissants à migrer. Néanmoins, leur migration effective dépend de divers autres facteurs au sein et à l'extérieur des pays d'origine, dont la volonté et la capacité de voyager, l'existence de réseaux de passeurs ou de routes accessibles, de diasporas ou de réseaux de migration ainsi que les ressources financières nécessaires au voyage.

¹⁵ Disponible à l'adresse <http://datatopics.worldbank.org/statisticalcapacity> (page consultée le 20 mars 2020).

¹⁶ Les incidences des éventuelles lacunes de la couverture médiatique dépassent le cadre de cette étude.

Figure 8.6. Indice des facteurs de répulsion de l'EASO en Afrique pour 2019 (partie gauche) et indice des facteurs de répulsion ajusté en fonction de la population (partie droite), les teintes sombres correspondant à des valeurs élevées de l'indice

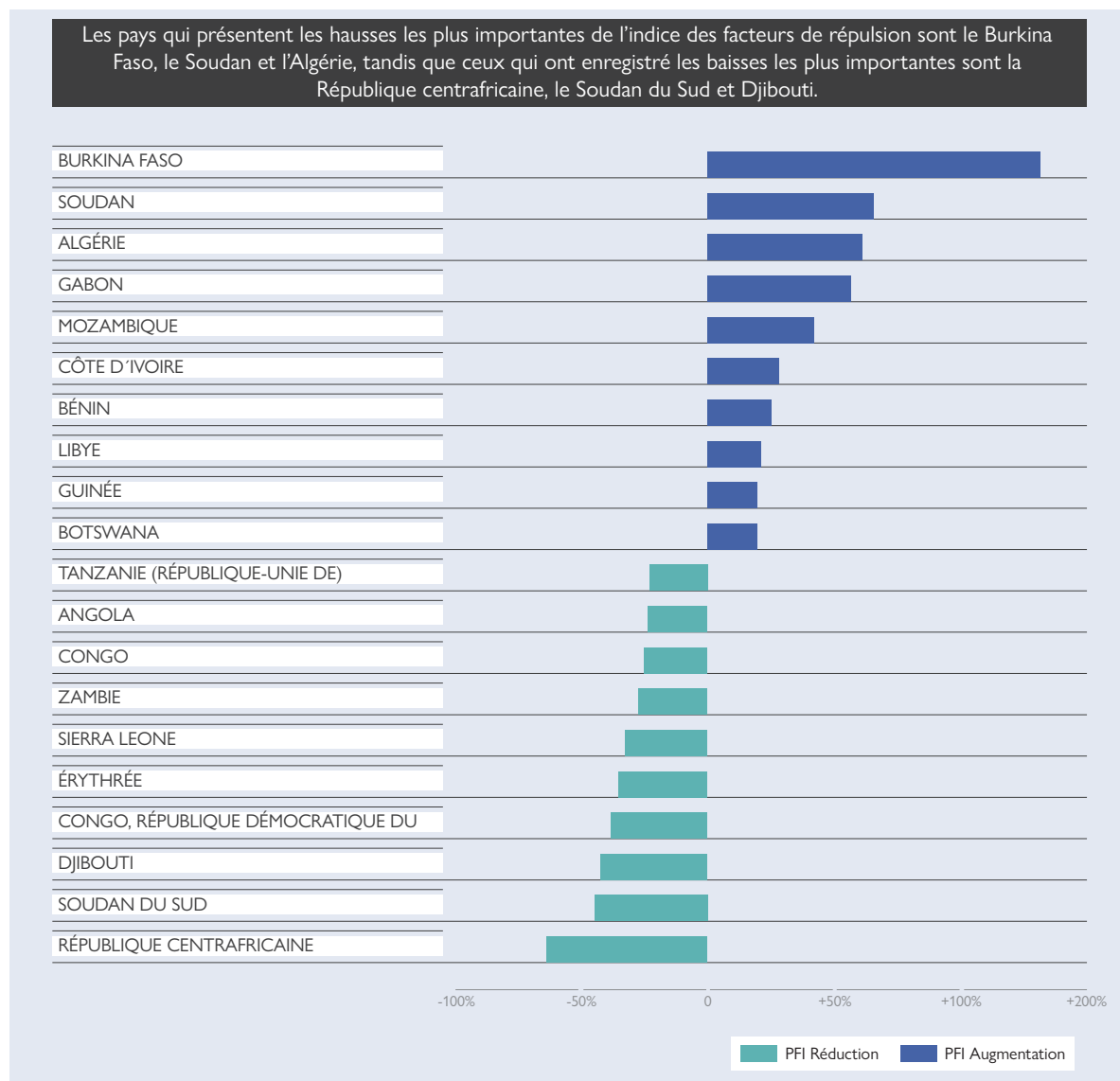


Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

En 2019, l'indice des facteurs de répulsion pour l'ensemble de l'Afrique a baissé de près de 5 points de pourcentage par rapport à 2018, avec un déclin dans 28 pays et une hausse dans 13 pays. Comme le montre la figure 8.7, les pays qui présentent les hausses les plus importantes de l'indice des facteurs de répulsion sont le Burkina Faso, le Soudan et l'Algérie, tandis que ceux qui ont enregistré les baisses les plus importantes sont la République centrafricaine, le Soudan du Sud et Djibouti.

La progression de l'indice des facteurs de répulsion dans ces pays pourrait être liée à une détérioration de la situation en matière de sécurité, comme au Burkina Faso. Après l'effondrement du régime et le soulèvement populaire de 2014 (Council on Foreign Relations, 2019), des centaines d'attaques ont été recensées dans le pays (The New Humanitarian, 2019a), qui connaît depuis 2019 une flambée de violence causée par des activités terroristes débordant de pays voisins et par des milices locales (The New Humanitarian, 2019b ; BBC, 2020a). En 2019, les pourparlers de paix ont repris au Soudan après un arrêt d'environ deux mois. Cependant, deux millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de leur pays, la situation économique reste critique et des violences ont éclaté entre communautés au Darfour occidental (The Economist, 2019 ; OIM, 2019 ; ONU Info, 2019 ; HCR, 2020). Au Mozambique, 1,6 million de personnes sont exposées à une forte insécurité alimentaire due à deux grandes catastrophes météorologiques. De surplus, un mécontentement lié à des problèmes économiques et l'impuissance politique face aux menaces pesant sur la sécurité intérieure ont compromis la stabilité du pays (FAO, 2019 ; RFI, 2019). Le Gabon, l'un des pays les plus riches d'Afrique grâce à ses ressources naturelles, a déjoué une tentative de coup d'État militaire contre le Président Ali Bongo, à la tête du pays depuis plus de quatre décennies (BBC, 2019 ; RFI, 2019 ; Human Rights Watch, 2020). Les manifestations civiles peuvent également influencer sur l'indice des facteurs de répulsion, comme dans le cas de l'Algérie. Un mouvement pacifique civil a investi les rues de plusieurs villes dans le cadre des manifestations du vendredi, marchant contre la classe dirigeante et réclamant de nouvelles élections et la refonte de l'ensemble du système de gouvernance (Foreign Policy, 2019).

Figure 8.7. Évolution en pourcentage de l'indice des facteurs de répulsion entre 2018 et 2019 pour les pays d'Afrique ayant enregistré les plus grands changements

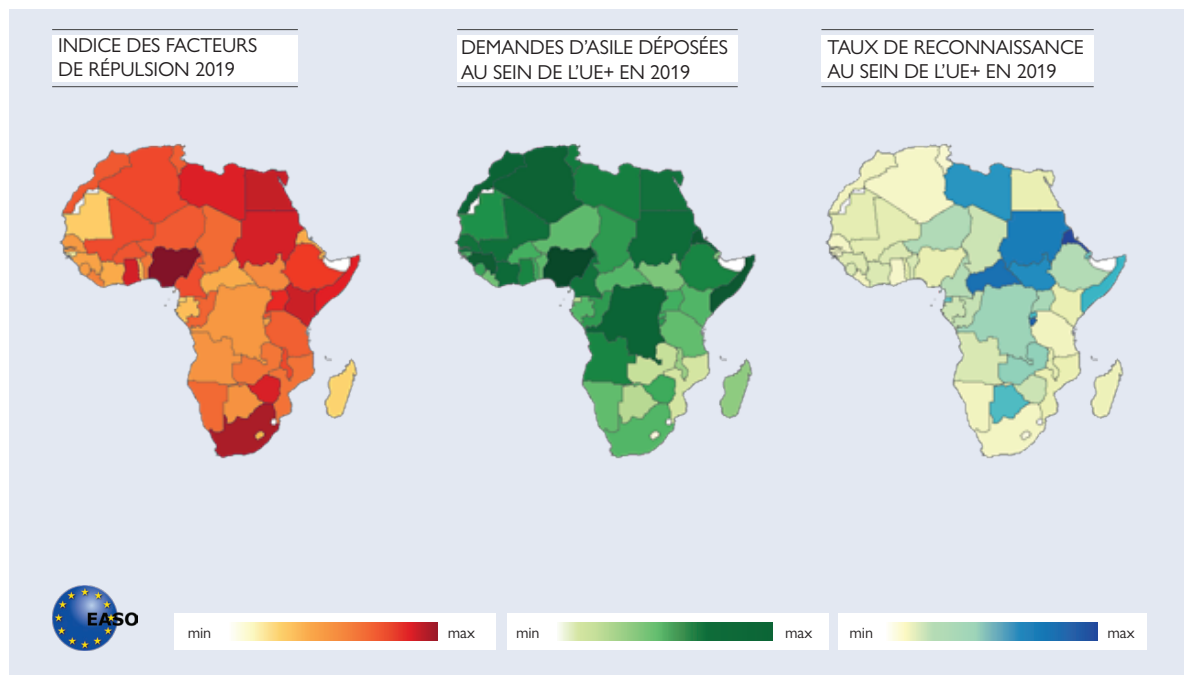


8.3.1. L'indice des facteurs de répulsion reposant sur les mégadonnées et sa corrélation avec les demandes d'asile et les taux de reconnaissance au sein de l'UE+

L'indice des facteurs de répulsion reposant sur les mégadonnées apparaît de nouveau à la figure 8.8 (partie gauche), cette fois en regard du nombre de demandes d'asile déposées au sein de l'UE+ par les ressortissants des différents pays (partie centrale) et leur taux de reconnaissance selon le régime de l'Union européenne¹⁷ en 2019 (partie droite). Malgré les nombreux autres facteurs qui influent sur les migrations liées à l'asile, et bien qu'il existe un décalage temporel entre le départ, la demande et la décision, les ressortissants de pays présentant un indice des facteurs de répulsion élevé ont tendance à déposer davantage de demandes d'asile, et leurs demandes affichent généralement un taux de reconnaissance élevé. Cette constatation est importante : elle met en évidence la fiabilité de l'indice des facteurs de répulsion en tant que mesure des événements générateurs de migrations dans les pays d'origine, ainsi que l'utilité de suivre ces événements.

¹⁷ Le taux de reconnaissance des demandes d'asile s'entend de la part des décisions positives par rapport au nombre total de décisions rendues en première instance en matière d'asile. Voir https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Asylum_recognition_rate (page consultée le 21 mars 2020).

Figure 8.8. Indice des facteurs de répulsion (partie gauche), demandes d'asile (partie centrale) et taux de reconnaissance (partie droite) en Afrique pour 2019, les teintes sombres correspondant à des valeurs élevées



Note : Ces cartes ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur ces cartes n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Par exemple, la Libye et le Soudan présentaient un indice des facteurs de répulsion élevé, principalement en raison des conflits dans ces pays, et leurs ressortissants ont déposé un grand nombre de demandes d'asile au sein de l'UE+ et ont bénéficié de taux de reconnaissance élevés. Dans ces cas, les changements enregistrés par l'indice des facteurs de répulsion pourraient même permettre de prévoir des mouvements de populations dans le besoin.

Le Nigéria et l'Égypte affichaient également un indice des facteurs de répulsion élevé, et leurs ressortissants ont déposé un grand nombre de demandes d'asile au sein de l'UE+, avec un taux de reconnaissance toutefois généralement faible. Cela peut s'expliquer par le fait que l'indice des facteurs de répulsion a été largement généré par des problèmes économiques et politiques plus que par des événements reflétant clairement un éventuel besoin de protection internationale.

Néanmoins, des exceptions existent. L'indice des facteurs de répulsion était faible au Soudan du Sud, dans la République centrafricaine et en Érythrée, alors même que les ressortissants de ces pays ont obtenu des taux de reconnaissance élevés, les Érythréens constituant en outre la seule nationalité de ce groupe ayant déposé un grand nombre de demandes d'asile. Cela pourrait indiquer que les ressortissants de ces pays ont été exposés à davantage de facteurs de répulsion dans le passé et que beaucoup de temps s'est écoulé entre le départ, l'arrivée dans l'Union européenne et la décision ; ou que des facteurs de répulsion supplémentaires n'ont pas été pris en compte dans l'indice des facteurs de répulsion, que la couverture médiatique a été moins importante que dans d'autres pays d'Afrique et/ou que les ressortissants de ces pays n'ont peut-être pas été en mesure de migrer, ou ont migré vers d'autres destinations.

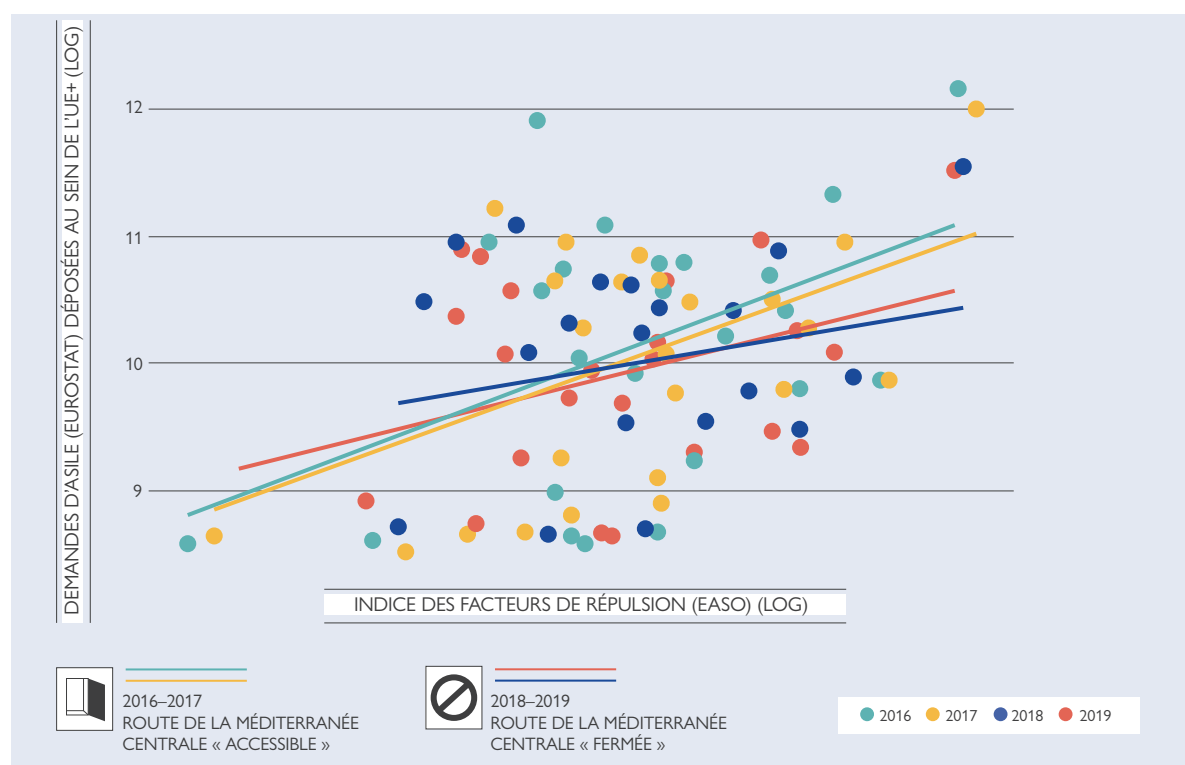
La figure 8.9 fait apparaître la corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion et le nombre de demandes d'asile déposées au sein de l'UE+ par des ressortissants de pays d'Afrique¹⁸ pour chaque année entre 2016 et 2019. Globalement, la corrélation est positive. En d'autres termes, les ressortissants pays qui affichent un indice des facteurs de répulsion élevé déposent souvent un grand nombre de demandes d'asile au sein de l'UE+, et vice-versa.

¹⁸ L'échantillon prend en compte les nationalités africaines comptant plus de 1 000 demandes d'asile déposées au sein de l'UE+ en 2019.

Bien qu'en raison de l'extrême complexité des migrations liées à l'asile, aucun indicateur ne puisse à lui seul expliquer ou prédire le phénomène, l'indice des facteurs de répulsion, qu'il est possible d'actualiser à un rythme quotidien, fournit une estimation utile des causes profondes des migrations liées à l'asile et offre un cadre judicieux d'analyses prévisionnelles. Lorsque l'on compare l'indice des facteurs de répulsion en 2016 et 2017 avec le nombre de demandes d'asile déposées par des ressortissants de pays africains, la variation que présentent les demandes s'explique à hauteur d'environ 21 % par des différences dans les facteurs de répulsion. En 2018 et en 2019, ce pourcentage a chuté pour s'établir à tout juste 7 %¹⁹. La dissociation de l'indice des facteurs de répulsion dans les pays africains et des migrations à destination de l'UE+ appelle l'attention sur l'effet potentiel de facteurs pertinents autres que les événements se produisant dans les pays d'origine, par exemple des événements ou politiques dans les pays de transit et de destination. Cela semble avoir été le cas avec l'intensification des patrouilles effectuées par la garde côtière libyenne et la raréfaction des opérations de recherche et de sauvegarde le long de la route de la Méditerranée centrale, ce qui a amoindri le pouvoir explicatif de l'indice des facteurs de répulsion le long de cette route : les flux empruntant cette dernière ont sensiblement décru en dépit de la persistance des facteurs de répulsion dans les pays d'origine.

Cela illustre l'importance de la route de la Méditerranée centrale pour les migrations liées à l'asile de ressortissants de pays africains à destination de l'UE+. Dans le même temps, cela montre que l'indice des facteurs de répulsion, qui est lui-même une agrégation d'événements facteurs de répulsion couverts par les médias, peut contribuer à expliquer les migrations liées à l'asile lorsque la route est accessible. Des études supplémentaires sont nécessaires pour apporter des explications différentes ou complémentaires : les demandeurs d'asile pourraient rechercher d'autres routes et arriver plus tard dans l'UE+, ils pourraient rechercher d'autres destinations hors de l'UE+, ou ils pourraient être bloqués en Libye ou, en l'absence de route vers des pays d'asile, être rentrés dans leurs pays.

Figure 8.9. Corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion de pays africains et le nombre de demandes d'asile déposées au sein de l'UE+, 2016-2019



Note : De manière générale, une corrélation a été observée entre l'indice des facteurs de répulsion des pays africains et le nombre de demandes d'asile déposées par leurs ressortissants au sein de l'UE+. Cependant, si cette corrélation était solide en 2016 et 2017, lorsque la route de la Méditerranée centrale était accessible, elle s'est affaiblie en 2018 et 2019, lorsque cet itinéraire est devenu moins accessible. Chaque point correspond à une nationalité africaine pour une année donnée²⁰.

¹⁹ Le coefficient de corrélation, qui s'élevait à 0,45 (R2 0,21) en 2016 et à 0,46 (R2 0,21) en 2017, a décliné pour s'établir à 0,24 (R2 0,06) en 2018 et à 0,27 (R2 0,07) en 2019.

²⁰ L'indice des facteurs de répulsion étant un indice composite qui agrège des mégadonnées issues de publications des médias, il ne sert à rien d'indiquer l'échelle.

8.4. La Libye dans le contexte de la route de la Méditerranée centrale

La Libye est le principal pays d'embarquement le long de la route de la Méditerranée centrale, et est la destination de nombreux migrants au sein et en dehors de la région (Conseil européen, s.d.), y compris ces dernières années, alors que la guerre civile s'est intensifiée.

Depuis 2011, des gouvernements rivaux se disputent le pouvoir dans le pays. D'un côté, le Gouvernement d'entente nationale internationalement reconnu, qui opère depuis Tripoli et est basé à l'ouest, contrôle les régions occidentales, tandis qu'une coalition, les Forces armées arabes libyennes, anciennement connue sous le nom d'Armée nationale libyenne, détient la plupart des puits de pétrole dans les districts orientaux (Reuters, 2019a). Des parties externes – la Turquie et la Fédération de Russie, qui soutiennent des camps opposés, mais aussi d'autres pays arabes tels que l'Arabie saoudite et l'Égypte – sont également impliquées dans le conflit, et peuvent partager des intérêts géostratégiques économiques dans la région (International Crisis Group, 2020a). La Turquie a autorisé le déploiement de forces visant à appuyer le Gouvernement d'entente nationale, qui faiblissait face aux troupes menées par Haftar (The Guardian, 2020), entraînant la prise de Syrte par les forces de Haftar en janvier 2020 peu après que la Turquie a déployé des troupes à l'appui du Gouvernement d'entente nationale (BBC, 2020b). La Turquie et la Fédération de Russie ont néanmoins appelé à un accord de cessez-le-feu au début de l'année 2020, obtenant l'appui des deux camps libyens avant que le dirigeant des Forces armées arabes libyennes, au dernier moment, ne refuse de signer (International Crisis Group, 2020b). Dans le même temps, l'instabilité et l'insécurité croissantes dans le pays exposent les migrants et les demandeurs d'asile – de même que les Libyens, qui pourraient être forcés de demander une protection internationale à l'étranger – à des risques élevés et à des pertes humaines, comme lors de la frappe aérienne meurtrière sur un centre de détention en juillet 2019, qui a fait 53 morts et plus de 80 blessés (ONU Info, 2020).

8.4.1. Indice des facteurs de répulsion en Libye et demandes d'asile en Italie

Les facteurs de répulsion dans les pays de transit devraient en principe influencer sur les demandes d'asile déposées au sein de l'UE+, en particulier dans les pays de première arrivée/de débarquement tels que l'Italie et Malte, dans le contexte de la route de la Méditerranée centrale. Afin d'examiner cette hypothèse, il est possible de comparer l'indice des facteurs de répulsion en Libye, le principal pays de départ le long de la route de la Méditerranée centrale, avec les demandes d'asile déposées par les ressortissants des principaux pays d'origine qui transitent par la Libye ou y résident.

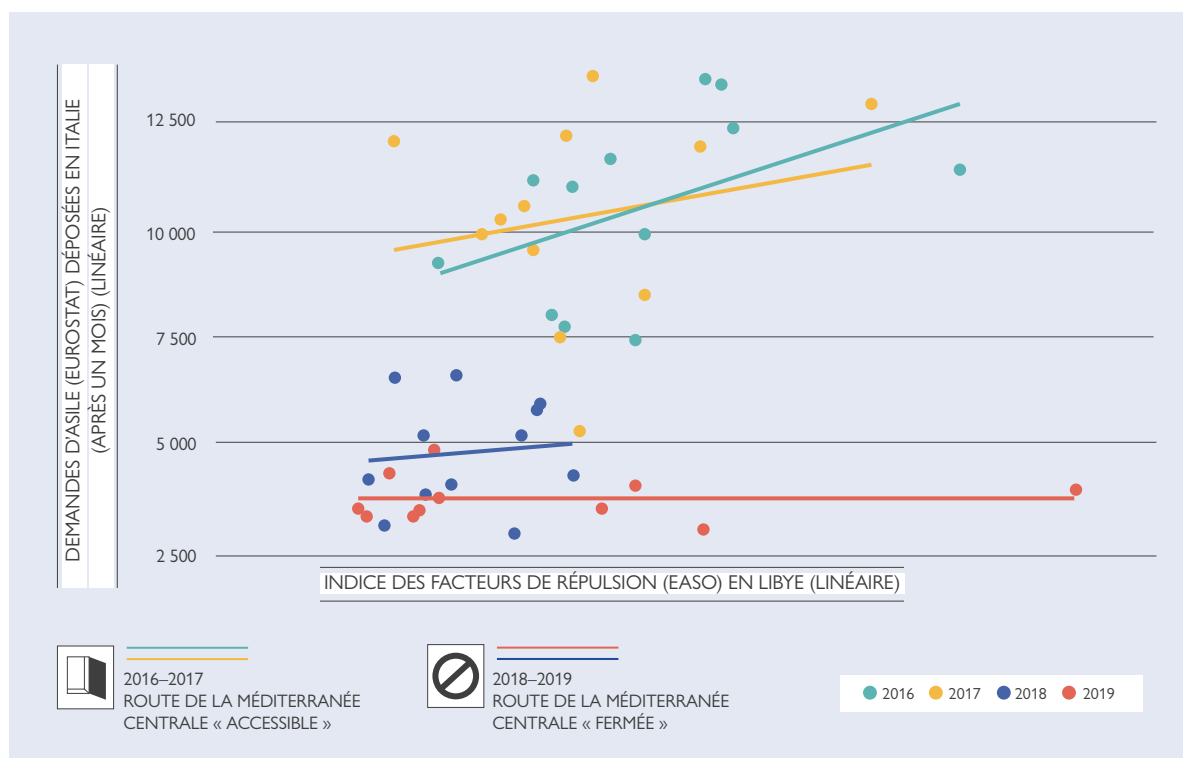
La figure 8.10 met en évidence la corrélation, à partir de janvier 2016, entre l'indice des facteurs de répulsion en Libye pendant un mois et les demandes d'asile déposées en Italie le mois suivant, pour chaque année. On observe une corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion en Libye et les demandes d'asile en 2016 et 2017, ce qui porte à croire qu'une augmentation des facteurs de répulsion en Libye pourrait entraîner une augmentation du nombre de demandeurs d'asile qui arrivent en Italie et y demandent l'asile. Cette corrélation décline cependant en 2018 et en 2019. D'un point de vue quantitatif, et malgré la multitude de facteurs qui influencent les migrations, les facteurs de répulsion en Libye expliquent 22 % des demandes d'asile déposées en Italie en 2016, mais cette proportion a chuté à 4 % en 2017, et à quasiment 0 % en 2018-2019²¹. Cela porte à croire que, si l'indice des facteurs de répulsion en Libye pouvait en partie expliquer le nombre de demandeurs d'asile en Italie tant que la route de la Méditerranée centrale était accessible, cela n'est plus le cas depuis 2018, lorsque les opérations de recherche et de sauvetage se sont raréfiées dans la région et que la route a été fermée.

Ces résultats renforcent encore le pouvoir explicatif de l'indice des facteurs de répulsion en ce qui concerne les migrations liées à l'asile dans l'UE+, en se focalisant sur l'indice des facteurs de répulsion dans un pays d'embarquement (la Libye) et sur les demandes d'asile déposées dans un pays de première arrivée (l'Italie) avec un décalage d'un mois,

²¹ Le coefficient de corrélation, qui s'élevait à 0,47 (R2 0,22) en 2016, a décliné pour s'établir à 0,20 (R2 0,04) en 2017, à 0,12 (R2 0,01) en 2018 et à 0,01 (R2 0,0001) en 2019.

comme exposé pour 2016 et 2017²². Depuis la fermeture de la route de la Méditerranée centrale, toutefois, le pouvoir explicatif de l'indice des facteurs de répulsion a décliné. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les demandeurs d'asile n'empruntent plus cette route pour se rendre dans l'UE+ et doivent rechercher d'autres itinéraires ou destinations, ce qui prendrait plus de temps que le mois de décalage pour produire des effets. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour étudier le rôle de ces facteurs et d'autres facteurs contraire.

Figure 8.10. Corrélation entre l'indice des facteurs de répulsion en Libye et le nombre de demandes d'asile déposées en Italie, 2016-2019



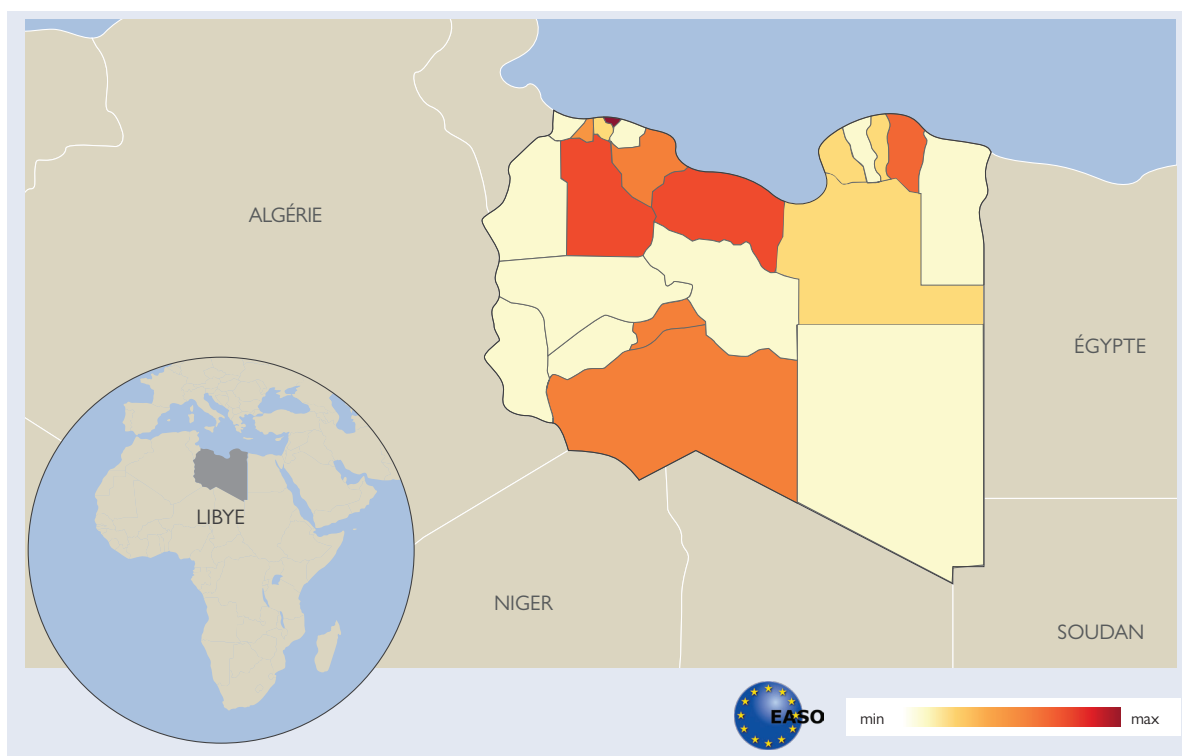
Note : Une corrélation a été observée entre l'indice des facteurs de répulsion et le nombre de demandes d'asile déposées en Italie le mois suivant pour les années 2016 et 2017, mais elle s'est affaiblie en 2018 et 2019. Chaque point représente un mois d'une des années considérées²³.

8.4.2. Carte infranationale de l'indice des facteurs de répulsion

L'indice des facteurs de répulsion permet d'extraire, à partir de mégadonnées relatives aux facteurs de répulsion, des événements négatifs et perturbateurs à l'échelle infranationale également, offrant une vision plus nuancée des facteurs de conflit qui ressortent des données. La figure 8.11 présente la valeur absolue de l'indice des facteurs de répulsion pour chaque district libyen (shabiya) en 2019. L'indice des facteurs de répulsion le plus élevé est observé à Tripoli, la capitale, zone la plus densément peuplée et cible d'offensives de l'Armée nationale libyenne en 2019 (Reuters, 2019b). Parmi les districts importants présentant un indice des facteurs de répulsion élevé en 2019, on peut citer Syrte et Al-Jabal al-Gharbi, d'intérêt stratégique du fait de gisements de pétrole et d'oléoducs, qui ont été le théâtre de combats en 2019 (DW, 2020). Plusieurs districts faiblement peuplés et éloignés des sites d'importance stratégique présentent un indice des facteurs de répulsion bas, tandis que le district de Mourzouq, dans le sud, a connu des violences perpétrées par des activistes de l'État islamique d'Iraq et du Levant et a été la cible de frappes des États-Unis (New York Times, 2019), ce qui a contribué à augmenter son indice des facteurs de répulsion.

²² Nous avons également analysé différents décalages, notamment d'un, trois, six et douze mois. Le R² est de 0,16, 0,13, 0,14 et 0,25 pour l'ensemble de toutes les années. Le décalage de douze mois semble maximiser la corrélation, mais il ne prend pas en compte 2019, lorsque la route a de fait été fermée et que le R² était particulièrement bas. Les calculs par an brossent un tableau similaire à celui du mois unique (0,22, 0,04, 0,01, 0,001 avec un décalage d'un mois ; 0,19, 0,00, 0,13, 0,12 et de très faibles corrélations avec un décalage de trois mois ; 0,04, 0,01, 0,04, 0,43 et une corrélation négative en 2016 avec un décalage de six mois ; et 0,03, 0,11 et 0,07 avec un décalage de douze mois). L'année 2019 présente un nombre relativement stable de demandes d'asile, de sorte que sa prise en compte abaisse le R² avec le décalage d'un mois. Dans l'ensemble, ce décalage a un sens si l'on considère la durée du voyage entre la Libye et l'Italie.

²³ L'indice des facteurs de répulsion étant un indice composite qui agrège des mégadonnées issues de publications des médias, il ne sert à rien d'indiquer l'échelle.

Figure 8.11. Indice des facteurs de répulsion en Libye pour 2019, les teintes sombres correspondant à un indice élevé

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

La carte infranationale de l'indice des facteurs de répulsion présentée à la figure 8.11 fournit un aperçu des facteurs de répulsion en Libye en 2019. En raison des activités de patrouille soutenues de la garde côtière libyenne dans les eaux territoriales du pays et de la guerre civile en cours, susceptible d'avoir perturbé les réseaux de passeurs, le nombre de migrants partis depuis la Libye est à son niveau le plus bas depuis quelques années, comme en atteste également la baisse du nombre de demandes d'asile soumises par des ressortissants libyens en Italie.

8.5. Conclusion

L'indice des facteurs de répulsion, élaboré par l'EASO à partir de mégadonnées relatives à des événements couverts par les médias dans les pays d'origine, présente des corrélations notables et intéressantes avec les statistiques officielles des arrivées irrégulières dans les pays de l'UE+, le nombre de demandes d'asile qui y sont déposées et les taux de reconnaissance. La présente étude analyse l'articulation entre l'indice des facteurs de répulsion et les demandes d'asile déposées par les ressortissants de pays africains, tout en exposant les effets de la raréfaction des opérations de recherche et de sauvetage le long de la route de la Méditerranée centrale sur le nombre de migrants empruntant cet itinéraire.

Alors qu'avant 2018, les demandes d'asile déposées en Italie étaient corrélées avec des événements constituant des facteurs de répulsion survenus le mois précédent en Libye, la moindre praticabilité de la route de la Méditerranée centrale a changé la donne. En effet, même à l'échelle du continent africain, l'indice des facteurs de répulsion était plus fortement corrélé avec les demandes d'asile déposées par les ressortissants de pays africains au sein de l'UE+ en 2016 et 2017 qu'en 2018 et 2019, lorsque la route de la Méditerranée centrale a de fait été fermée. L'exemple de la Libye confirme la corrélation entre les événements constituant des facteurs de répulsion et les demandes d'asile lorsque la route était encore accessible. Il a également mis en évidence la

manière dont l'analyse de l'indice des facteurs de répulsion à l'échelle infranationale fait apparaître les points névralgiques des facteurs de répulsion ou de conflit, ce qui pourrait appuyer les interventions et la recherche dans les pays d'origine.

Étant donné qu'il est possible de le générer pour tous les pays du monde, indépendamment de l'infrastructure et/ou des capacités des bureaux nationaux de la statistique, l'indice des facteurs de répulsion peut compléter utilement les statistiques officielles et atténuer les lacunes des données migratoires qui affectent d'autres travaux. De plus, la disponibilité de l'indice quasiment en temps réel en fait un outil pertinent pour suivre la situation dans les pays d'origine et le potentiel de migration fluctuant, contribuant ainsi à une meilleure préparation dans les pays de destination.

Si ce chapitre fournit des éléments factuels qui étaient l'utilité de l'indice des facteurs de répulsion, un certain nombre d'analyses supplémentaires seraient nécessaires pour corroborer l'indice et mieux définir comment et dans quelle mesure il contribue au suivi, à la compréhension et à l'anticipation des flux de migration et d'asile. Ces analyses, qui dépassent le cadre du présent chapitre, consisteraient par exemple à tester la robustesse de l'indice des facteurs de répulsion et à le comparer à d'autres indices et ensembles de données tels que les données sur les conflits de l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix, l'indice de fragilité des États ou l'indice de Goldstein, et d'autres sources similaires de données relatives aux événements, telles que le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project).

Bien que des études supplémentaires soient nécessaires pour mieux appréhender l'articulation entre les facteurs de répulsion, les migrations liées à l'asile et les effets importants de facteurs favorables/intermédiaires, l'indice des facteurs de répulsion est un premier pas vers la combinaison de mégadonnées et de données classiques, et vers l'extraction d'informations qui contribuent à la recherche et présentent une utilité concrète dans le domaine de la migration liée à l'asile.

ANSA

- 2019 Police break up Italy-Greece migrant trafficking rings. 12 décembre. Disponible à l'adresse www.ansamed.info/ansamed/en/news/regions/puglia/2019/12/12/police-break-up-italy-greece-migrant-trafficking-rings_d0c7d7b2-19fd-4634-86aa-618119299556.html (page consultée le 20 mars 2020).

BBC

- 2019 Gabon coup attempt: Government says situation under control. 7 janvier. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-africa-46779854 (page consultée le 21 mars 2020).
- 2020a France summit: Sahel crisis in danger of slipping out of control. 13 janvier. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-africa-51061229 (page consultée le 21 mars 2020).
- 2020b Libya conflict: Opposition forces 'seize strategic city Sirte'. 6 janvier. Disponible à l'adresse www.bbc.com/news/world-africa-51011039 (page consultée le 21 mars 2020).

Conseil européen

- s.d. Route de la Méditerranée centrale. Disponible à l'adresse www.consilium.europa.eu/fr/policies/migratory-pressures/central-mediterranean-route/ (page consultée le 21 mars 2020).

Council on Foreign Relations

- 2019 The Roots of Burkina Faso's Crisis. 19 novembre. Disponible à l'adresse www.cfr.org/blog/roots-burkina-fasos-crisis (page consultée le 20 mars 2020).

Deutsche Welle (DW)

- 2020 Libya: Haftar's forces capture strategic Sirte. 7 janvier. Disponible à l'adresse www.dw.com/en/libya-haftars-forces-capture-strategic-sirte/a-51908103 (page consultée le 21 mars 2020).

Foreign Policy

- 2019 After 8 Months on the Streets, Protesters in Algeria Aren't Giving Up. 3 octobre. Disponible à l'adresse <https://foreignpolicy.com/2019/10/03/after-eight-months-on-the-streets-protesters-in-algeria-arent-giving-up/> (page consultée le 21 mars 2020).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

2018 Central Mediterranean Route Situation. Supplemental Appeal. HCR, Genève. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/5aa78775c.pdf.

2020 Les violences dans la région soudanaise du Darfour forcent des milliers de personnes à fuir. 28 janvier. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/1/5e30005ba/violences-region-soudanaise-darfour-forcent-milliers-personnes-fuir.html (page consultée le 21 mars 2020).

Human Rights Watch

2020 Mozambique, Events of 2019. Disponible à l'adresse www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/mozambique (page consultée le 21 mars 2020).

InfoMigrants

2019 Algerian migrants land on Italian island of Sardinia. 3 septembre. Disponible à l'adresse www.infomigrants.net/en/post/19261/algerian-migrants-land-on-italian-island-of-sardinia (page consultée le 20 mars 2020).

International Crisis Group

2020a What Prospects for a Ceasefire in Libya? 18 janvier. Disponible à l'adresse www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/what-prospects-ceasefire-libya (page consultée le 21 mars 2020).

2020b Libya: Turning the Berlin Conference's Words into Action. 22 janvier. Disponible à l'adresse www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/turning-berlin-conferences-words-action (page consultée le 21 mars 2020).

Lee, E. S.

1966 A theory of migration. Demography, vol. 3, pp. 47-57. Disponible à l'adresse <https://doi.org/10.2307/2060063> (page consultée le 19 mars 2020).

New York Times

2019 US military again strikes ISIS in southern Libya. 27 septembre. Disponible à l'adresse www.nytimes.com/2019/09/27/world/africa/strikes-isis-libya.html (page consultée le 21 mars 2020).

ONU Info

2019 Ongoing insecurity in Darfur, despite 'remarkable developments' in Sudan: UN peacekeeping chief. 17 octobre. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2019/10/1049541> (page consultée le 21 mars 2020).

2020 Libya: UN report urges accountability for deadly attack against migrant centre. 27 janvier. Disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2020/01/1056052> (page consultée le 21 mars 2020).

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

2019 Mozambique – Situation report October 2019. Disponible à l'adresse www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/1237511/ (page consultée le 21 mars 2020).

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2019 Matrice de suivi des déplacements de l'OIM, Soudan. 1er octobre, Genève. Disponible à l'adresse <https://dtm.iom.int/sudan> (page consultée le 21 mars 2020).

Reuters

- 2017 'Ghost boats' drop Tunisian migrants onto sunny Italian tourist beaches. 8 septembre. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-europe-migrants-italy-ghostboats/ghost-boats-drop-tunisian-migrants-onto-sunny-italian-tourist-beaches-idUSKCN1BJ24V (page consultée le 20 mars 2020).
- 2019a East Libyan forces heading south to secure oil sites. 15 janvier. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-libya-security-forces/east-libyan-forces-heading-south-to-secure-oil-sites-idUSKCN1P91TR (page consultée le 21 mars 2020).
- 2019b Libyan commander urges forces to advance toward central Tripoli. 12 décembre. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-libya-security/libyan-commander-urges-forces-to-advance-toward-central-tripoli-idUSKBN1YG2CF (page consultée le 21 mars 2020).

Radio France internationale (RFI)

- 2019 Escalation of violence looming in post-election Mozambique. 28 décembre. Disponible à l'adresse www.rfi.fr/en/africa/20191227-mozambique-escalation-violence-looming-post-election-frelimo-renamo-jihadist (page consultée le 21 mars 2020).

The Economist

- 2019 Sudan's revolution could end the conflict in Darfur. 28 novembre. Disponible à l'adresse www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/11/28/sudans-revolution-could-end-the-conflict-in-darfur (page consultée le 21 mars 2020).

The Guardian

- 2020 Turkish troops deploy to Libya to prop up embattled government. 5 janvier. Disponible à l'adresse www.theguardian.com/world/2020/jan/05/turkish-troops-deploy-to-libya-to-prop-up-embattled-government (page consultée le 21 mars 2020).

The New Humanitarian

- 2019a In eastern Burkina Faso, local grievances help militancy take root. 15 janvier. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/01/15/eastern-burkina-faso-local-grievances-help-militancy-take-root (page consultée le 21 mars 2020).
- 2019b Briefing: Burkina Faso's rapid descent catches emergency response off guard. 20 décembre. Disponible à l'adresse www.thenewhumanitarian.org/news/2019/12/20/Burkina-Faso-displaced-attacks-extremist (page consultée le 21 mars 2020).

Worldcrunch

- 2017 Algeria To Sardinia, A New Migrant Route To Europe. 13 novembre. Disponible à l'adresse www.worldcrunch.com/migrant-lives-1/algeria-to-sardinia-a-new-migrant-route-to-europe (page consultée le 20 mars 2020).